Nous condamnons les attentats terroristes commis les 7, 8 et 9 janvier derniers, comme nous condamnons toute violence terroriste.
Cependant, nous ne pouvons pas reprendre à notre compte le slogan « Je suis Charlie ».

Ce slogan nous impose de nous identifier à un organe de presse dont beaucoup d'analystes ont souligné l'obsession concernant l'Islam, obsession confinant à l'islamophobie.
Ces analyses peuvent certes être discutées, et nous sommes convaincus que la plupart des gens qui reprennent la formule « Je suis Charlie » ne sont pas islamophobes.
Mais en nous sommant de reprendre ce slogan, on fait comme s'il n'y avait que deux possibilités : soit adhérer sans réserve au journal, soit approuver le terrorisme.
Nous refusons catégoriquement cette alternative.

Elle a des conséquences désastreuses : elle conduit à faire apparaître et à désigner comme des ennemis intérieurs, à surveiller et à réprimer, ceux qui se refusent à dire « Je suis Charlie », parce qu'ils estiment que le journal tenait depuis plusieurs années des discours islamophobes et racistes.
Dans un climat où circule dans le corps social et dans les médias l'idée que « en France, ce sont les Musulmans qui foutent la merde » (pour reprendre une formule entendue ces jours-ci sur les ondes d'une radio nationale), c'est tout simplement catastrophique.

Nous demandons donc que soit retiré le panneau placé dans le hall du lycée, qui contrevient à la neutralité de l'institution scolaire et qui de fait impose à l'ensemble de la communauté éducative et aux élèves le slogan : « Je suis Charlie ».

Des enseignants du Lycée Marx Dormoy, à Champigny sur Marne (94).